

# LE CITOYEN

"LE MONDE APPARTIENT À CELUI QUI EST DEBOUT"

MENSUEL D'OPINION

www.le-citoyen.org | NUMÉRO 35 | Juin 2010

## FAIRE ENTENDRE LES EXIGENCES CITOYENNES SUR LES RETRAITES



**L**egouvernement français s'apprête à engager une nouvelle réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition en jurant une fois de plus que c'est pour le sauver.

Le bilan des réformes menées depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises (calcul sur les 25 meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote...) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit que le taux de remplacement moyen – niveau de la retraite par rapport au salaire, passerait de 72 % en 2007 à 59 % en 2050. Cette dégradation continuera donc de frapper les actuels retraités et touchera également les générations suivantes.

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraités du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié-es les plus jeunes qui subiraient les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite.

Le gouvernement et le patronat persistent à vouloir durcir les conditions de départ en retraite

alors même que les entreprises continuent de se débarrasser des salariés âgés avant qu'ils aient acquis la totalité de leurs droits. Exiger que les salariés travaillent et cotisent plus longtemps, alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, ne vise qu'à baisser le niveau des pensions. De plus, cette logique remet en cause la solidarité intergénérationnelle. Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes. Au lieu de voir dans la retraite par répartition une transmission perpétuelle et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante, le gouvernement et le patronat, afin d'attiser la division, la stigmatisent comme un fardeau pour la seule génération à venir.

Le danger ne s'arrête pas là. Le COR dessine les contours d'une réforme pour remplacer notre système par un autre « par points » ou « par comptes notionnels ». Dans les deux cas, il s'agirait de ne plus avoir à assurer un taux de remplacement du salaire défini à l'avance et de faire de la variation du niveau des pensions le moyen d'équilibre financier des régimes. Cela aggraverait encore la baisse du niveau des pensions et contraindrait les salariés, particulièrement les salarié-es pauvres et effectuant les travaux pénibles, à travailler toujours plus longtemps.

La vraie raison des mesures qui s'annoncent n'est pas liée à la démographie. La crise financière a provoqué une récession et donc une flambée des déficits publics. Les États continuent benoîtement à financer leurs déficits en empruntant sur ces mêmes marchés financiers qui ont provoqué la crise. Réduire ces déficits pourrait se faire par une taxation du capital. Mais les spéculateurs refusent évidemment cette solution, demandent

**LE 23 JUIN 2010**

Salle servanin, rue Cordier à Grigny  
Débat sur les retraites avec  
Raphaël Taller, économiste

### Nous ne sommes pas de ce monde !

*Alors que l'appauvrissement du plus grand nombre est une dure réalité, le monde de la finance ne s'est jamais aussi bien porté avec la complicité de ceux qui nous gouvernent. Quand va s'arrêter cette spirale infernale qui nous conduit, collectivement, droit dans le mur ?*

*Aujourd'hui, force est de constater que le pouvoir sarkoziste en place n'oeuvre pas pour le bien public ni pour améliorer la condition du plus grand nombre. Bien au contraire. Monsieur Sarkozy s'est mis, dès son élection au service de la finance et de ses représentants les plus zélés. Mélangeant de façon obscène vie publique et vie privée, celui qui devrait, de par sa fonction conserver une attitude digne et particulièrement neutre, affectionne plus que tout la compagnie des "pipoles", met en scène sa vie de couple et porte un regard dédaigneux sur la fameuse France d'en bas... qui n'est pas de son monde.*

*La presse, servile et aux ordres, a depuis longtemps cessé d'accomplir sa mission avec la déontologie qui devrait la caractériser. A longueur de journée, chaque journaliste du PAF se gargarise, ad noseum, du nom présidentiel. Et la fonction de Président de la République s'efface au profit du patronyme de l'individu. La marque Sarkozy est née, portée haut et fort par toutes celles et ceux qui distillent la parole élyséenne, et ils sont nombreux.*

*Le divertissement et la politique se mêlent à longueur d'antenne, de telle sorte que l'on ne sait plus qui est l'homme politique censé conserver de la retenue et de la réserve, et qui est l'amuseur public missionné pour faire oublier la dure réalité quotidienne. Un mélange des genres pervers et particulièrement dramatique s'est désormais installé dans nos lucarnes.*

*Il est vrai que le directeur de Radio France, Philippe Val, est un ancien comique troupier qui, en son temps, avec son ami Patrick Font, ne faisait pas dans la dentelle. Comme quoi, l'on peut avoir été gauchiste, chansonnier, vulgaire, amuseur public et se retrouver, par la grâce du Président, Directeur d'une radio de service public.*

*Le brouillage des pistes est devenu désormais la norme et si les mots avaient encore un sens, peut être parlerait-on de négationnisme au quotidien.*

René BALME

## SOMMAIRE

RÉFORME DES RETRAITES	PAGE 1 et 2
RÉFORME DES COLLECTIVITÉS	PAGE 2
UMP LOCALE : L'AUTRE FACETTE	PAGE 4

**Traditionnel repas Républicain**  
**Dimanche 5 septembre 2010**  
**à partir de midi**  
**Parc du Manoir à Grigny**

Réservation dès maintenant auprès des militant(e)s

## en bref

## DÉSINFORMATION

D'après la droite locale et si l'on en croit l'un de leur meilleur théoricien en la personne de Monsieur Oriol, tous les grignots voudraient ou sont sur le point de quitter la commune. Le problème, c'est que les chiffres, qui sont par nature têtus, contredisent cette affirmation. Le marché immobilier se porte bien à Grigny pour qui veut bien être objectif.

## HÔPITAL

L'UMP locale, en la personne de Monsieur Odo considère que la loi Bachelot qui évince, de fait, les élus des conseils d'administration des hôpitaux est une bonne loi. En effet, pour l'élus de droite la nouvelle formule qui prive les élus de tout contrôle est la bonne. La réforme pourra se faire dans la discrétion la plus absolue et sans aucune contestation !

## HISTOIRES DE FAMILLE

Quand tonton rédige une note, c'est la nièce qui trinque ! Lors du Conseil Municipal du 1er juin, Monsieur Djeroro faisant monter sa nièce au créneau l'a carément envoyée au casse-pipe sur une délibération de principe qui ne méritait pas tout ce remue-ménage. Les conseillers ne sont pas les payeurs, on le savait, c'est aujourd'hui vérifié.

## PETIT COMMERCE, PETITES ÉCONOMIES.

Pour sauver le petit commerce, la droite locale est montée au créneau en proposant 1 euro du m<sup>2</sup> par an pour les droits de terrasse au lieu de 20 euros proposés par le rapporteur. Quand on connaît les sommes en jeu (entre 100 et 200 euros) on mesure la pertinence de cette récupération politicienne. Et venant de la part de ceux qui militent pour une meilleure gestion des rentrées financières, la chose est extrêmement savoureuse.

## C'EST QUAND QU'ON VA OÙ ?

Stupeur dans les rangs du Conseil Municipal lorsqu'une élue a posé moult questions au Maire à propos du centre social. La nature même de ses questions portait sur la fin (trop vite) annoncée d'un centre social créé en 1998 par la municipalité de Gauche. L'élue en question ne savait pas que 8 jours auparavant, une lettre du Maire était distribuée dans toutes les boîtes aux lettres de Grigny. Et cette lettre annonçait ouvertement la volonté municipale de sauver le centre social. Cette élue, n'avait pas dû relever sa boîte aux lettres en Mairie... Quand on ne sait plus où on habite...

## DSK : ADIEU ME RE-VOILA

Le bi-partisme, ça vous dit ? Si tel est le cas, vous allez être servis : après Sarkozy, voici le retour de DSK. Dominique Strass Kahn prépare son « come back » depuis le siège du FMI. En grand sauveur du monde de la finance (il a soutenu les crédits accordés aux banques avec des taux dérisoires en 2008), le voila qui se prépare à vouloir sauver la France ! Concrètement, ça sera quoi son programme ? « Remettre de l'huile dans les rouages de l'Economie Nationale... » Comme en Grèce ? Non, merci. On voit le résultat ! Au Citoyen, notre choix est déjà fait. Entre la peste et le choléra, on préfère le vaccin : Front de Gauche !

## SAUVÉ !

Depuis le mardi 14 juin, le Centre Social et Culturel à une nouvelle équipe dirigeante placée sous la présidence de Laurent Servonnet. La volonté municipale affichée de voir se poursuivre l'aventure de cette structure créée en 1998 a été couronnée de succès. Même si la tâche va être particulièrement ardue pour ce nouveau bureau qui aura à éponger une dette de 76 000 euros, nous sommes persuadés que leur dynamisme et leur volonté triompheront. Le CITOYEN se réjouit de cette issue positive.

## Collectivités territoriales : la réforme qui déforme

## POLITIQUE

par Christian Goubert

**La une des médias du mardi soir, 8 juin 2010 laisse apparaître de toute évidence, la complicité de la presse dans le pays de la Sarkozie...**

À la une des journaux télévisés, on pouvait découvrir que Jérôme Kerviel s'est de nouveau rebellé contre la Société Générale « qui savait tout », que la France ouvrait son marché de jeux en ligne, et que le PS venait d'entériner sa rénovation sur le cumul des mandats et l'organisation du calendrier de ses « primaires »... à l'américaine. Et taillées pour DSK. Mais rien (ou si peu), sur le vote des députés UMP qui ont approuvé de justesse la première lecture de la réforme des collectivités territoriales...

Normal, pensez-vous, puisque rien n'est fait pour relayer la publicité de cette réforme qui, si elle est adoptée, deviendra l'outil idéal de l'Etat UMP pour placer ses futurs conseillers territoriaux...

Les quelques chroniqueurs-complices ont bien essayé de nous faire croire que le Sénat risque de déchoir de sa légitimité cette réforme conçue comme un véritable projet de société dans laquelle, la Démocratie ne deviendrait qu'un accessoire électoral. Peine perdue : chacun sait que la réforme sera adoptée en deuxième lecture à l'Assemblée Nationale, par les députés godillots de l'UMP. Tout le monde se souvient de la loi Hadopi, non ?

Et pourtant, la préparation de la mise aux voix de la réforme des collectivités territoriales n'a pas manqué de rebondissements : Lors de l'examen du texte par la commission des Lois de l'Assemblée nationale, un amendement gouvernemental a proposé un scrutin uninominal majoritaire à deux tours, selon les règles s'appliquant à l'élection des actuels conseillers généraux.

Cette disposition "rend le projet de



loi inacceptable", avait aussitôt réagi le Nouveau Centre, estimant qu'"opter pour un mode de scrutin uninominal à deux tours, c'est renoncer au pluralisme ainsi qu'à la parité". Finalement, un nouvel amendement du gouvernement est revenu sur son texte initial : l'élection se déroulera au scrutin uninominal à deux tours, le seuil de qualification au second tour étant fixé à 12,5% des inscrits et non pas 10% comme prévu. Et ce sont les députés UMP qui ralentissent puisque contrairement à ce que réclamait leur groupe, ce mode de scrutin ne supprime pas les "triangulaires" au second tour.

Pas de quoi s'affoler dans les rangs de la Droite puisqu'en tout état de cause, ce volet de la réforme, sert avant tout à dévoiler les noms des futurs grands gagnants que sont l'UMP et le Nouveau Centre grâce à la subtilité d'un découpage électoral étudié pour la circonstance !

Le projet de loi suscite aussi la colère de l'opposition, renforcée par l'annonce du gel des dotations de l'Etat aux collectivités par Sarko lors de la conférence sur le déficit. Le PS mène campagne contre la réforme, jugée "dangereuse fiscalement" et "démocratiquement scandaleuse". Ça ressemble quand même à l'hôpital qui se fout de la charité, quand on sait que la réforme des collectivités territoriales est inscrite en filigrane dans le Traité de Lisbonne... Traité qui a été ratifié par la seule présence des députés et sénateurs socialistes au congrès de Parlement

convoqué par Sarkozy en décembre 2008 !

Ainsi, face à la fronde des élus locaux qui accusent le gouvernement de vouloir leur couper les vivres, le gouvernement a déjà trouvé une parade : allez voir Bruxelles ! Lors du dernier salon des Maires en novembre, le gouvernement avait diffusé un beau document incitant les élus locaux à frapper à la porte de la Commission : « Ce sont ainsi 96 milliards d'euros qui sont disponibles à l'échelle européenne » pour l'aménagement du territoire, le maintien des services en milieu rural, écrivaient ainsi Michel Mercier, ministre de l'aménagement du territoire et Bruno Le Maire ministre de l'agriculture.\* Nous ne reviendrons pas sur les autres aspects de cette réforme, puisque LE CITOYEN a déjà évoqué ce sujet (lire LE CITOYEN N°33).

Rappelons tout de même que René Balme avait déjà tiré le signal d'alarme il y a quelques mois en dénonçant l'aspect le plus dangereux de cette réforme : la mise au ban des collectivités locales qui ne seront plus que des coquilles vides, parce qu'elles seront dépouillées de leurs compétences les plus essentielles, alors que les élus locaux, et plus particulièrement les maires, sont les élus les plus proches – et donc, mieux à même d'être à l'écoute – de leurs concitoyens.

Christian Goubert

\* Source : Bakchich info hebdo n°27

Suite de la page 1 -> les États donnent des gages et exigent une réduction des dépenses publiques.

Une alternative à cette régression sociale existe pourtant. A moins de décréter la paupérisation des retraités, il est normal de couvrir les besoins sociaux liés à l'augmentation de leur part dans la population par un accroissement des prélèvements sur la richesse produite. Les déficits des caisses de retraite sont essentiellement dus au refus obstiné de le faire. Pourtant, le besoin supplémentaire de financement nécessaire aux retraites est réalisable puisqu'il a été chiffré en 2007 par le COR entre 1 et 2 points de PIB jusqu'en 2050, à comparer avec la chute de la part de la

masse salariale de 8 points au cours des dernières décennies et avec l'explosion correspondante des dividendes, qui sont passés de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2007. Il est donc juste d'augmenter la part des salaires et des pensions dans la richesse produite en s'attaquant aux profits. Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité.

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter la paupérisa-

tion programmée des futurs retraités, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » et la destruction des solidarités sociales.

Voilà pourquoi Le CITOYEN et le Parti Communiste Français (Section de Givors-Grigny) organisent un débat à 18h30, le mercredi 23 juin 2010 à Grigny (Salle Servanin, cités SNCF), en présence de Raphaël Thaller, économiste. Ce débat est ouvert à tou(te)s, pour s'informer, échanger, et proposer des solutions dignes des acquis du passé et du patrimoine social que nous devons préserver pour les futures générations.

Le CITOYEN

# ILS DÉTRUISENT NOTRE ÉCOLE

**Jusqu'où allons nous laisser faire ? Nous parents, enseignants, défenseurs de l'école de la république, quand allons nous réagir et dire notre refus de voir l'école de nos enfants détruite jour après jour par une droite décomplexée qui n'a qu'un seul objectif : la concurrence libre et non faussée !**

**N**avons nous pas d'ambition pour nos enfants ? Ne pensez vous pas que la République doit le meilleur enseignement pour nos enfants et que cet enseignement doit être le même sur tous les territoires de la France ?

Cette année encore nous avons la confirmation que 16 000 postes d'enseignants vont encore être supprimés dans l'Education Nationale. Les inspecteurs d'académie ont été chargés par les recteurs, à la demande du ministre Luc Chatel, de dégager les gisements d'emplois possibles.

Pour cela les mesures suivantes sont envisagées :

Au primaire les pistes proposées sont tout d'abord la remise en cause des RASED, ces fameux enseignants spécialisés qui ont déjà été en partie supprimés l'an dernier. Et bien cette année la casse de ce service se poursuit le but étant au final comme l'avait annoncé les syndicats et la FCPE (fédération des conseils de parents d'élèves) la suppression pure et simple des ces enseignants là ainsi que des psychologues scolaires. Le ministre profite de la mise en place des deux heures d'aide personnalisée, sans en avoir au préalable évalué l'intérêt pour les enfants en grandes difficultés, pour faire ces économies. Or comme l'ont toujours annoncé les enseignants le RASED ne fait pas la même chose et ne s'occu-



pe pas des mêmes problématiques que celles traitées par les deux heures d'aide personnalisée. En attendant disparition de ce service public et gratuit pour les enfants en difficulté d'apprentissage.

Ensuite la piste suivante est l'augmentation du nombre d'élèves par classe sous le prétexte que les études et expériences récentes n'ont pas démontré que la diminution avérée des effectifs dans les classes ont un impact sur les résultats scolaires. Le ministre demande donc aux inspecteurs d'encourager le regroupement d'écoles et de jouer sur les taux d'ouverture et de fermeture. En clair apprendre à lire et à écrire à 20 ou 29 c'est pareil pour tous les enfants. Les enseignants et les parents apprécieront.

Vous ne serez pas surpris de trouver la suppression de la scolarisation des deux ans à nouveau dans les cartons du

ministère. On s'achemine vers la liquidation de cette spécificité française puisque le ministre a décidé que la scolarisation à deux ans ne constitue pas un avantage évident dans toutes les situations par rapport à d'autres modes de garde alternatifs. Et au-delà c'est l'existence même de l'école maternelle qui est à terme remise en cause.

Bien sûr les autres modes de garde alternatifs étant des modes payant qui font concurrence à l'école gratuite et qui sont donc inacceptables pour la droite au pouvoir.

Enfin la réduction du besoin de remplacement est organisée en décidant que la formation des enseignants se fera désormais hors temps scolaire, que les intervenants en langue vivante sont supprimés et que les remplacements des enseignants sera effectué par des non titulai-

res.

Dans le secondaire, les collègues verront le nombre d'élèves augmenter dans les classes puisque « il n'est pas démontré que la taille des classes ait un effet probant sur la réussite des élèves et que le surcroît de moyen au profit de certaines académies pourtant significatif, ne permet pas d'atteindre une plus grande performance scolaire et d'égaliser les chances ». On réduit donc les moyens pour tous puisqu'ils ne sont pas performants pour certains. Enfin la fermeture des petits établissements doit être encouragée car ils coûtent trop cher. Les lycées ne seront pas touchés cette année mais ils ne perdent rien pour attendre car dès la rentrée prochaine le ministère rationalisera les moyens grâce à la réforme ainsi que dans les établissements professionnels ou « la rationalisation de la carte des

formations permettra de dégager des moyens ».

En clair le programme de la droite pour nos écoles, c'est : augmentation du nombre d'élèves par classe, relèvement des seuils d'ouverture et de fermeture de classe, disparition de la scolarisation des deux ans, remise en cause de l'enseignement spécialisé (RASED), regroupement des écoles, réduction du besoin de remplacement, disparition des intervenants langue vivante en élémentaire.....

Est-ce vraiment de cette société là que vous voulez pour vos enfants et les générations futures ? La droite sacrifie l'école publique et organise la perte de ses performances pour laisser le champ libre à l'école privée, payante et ségrégative.

Tout un programme !

Le CITOYEN

## Les coups bas de l'Europe libérale : nos députés européens veillent et nous informent

**Bureau de Jean-Luc MELENCHON, Président du Parti de Gauche (PG) Député européen**

*Contrôle européen des budgets nationaux : un droit de veto contre la souveraineté populaire*

Le Conseil des ministres de l'Union européenne vient de prendre une décision inacceptable. L'examen préalable par la Commission européenne des budgets nationaux et l'application de sanctions préventives revient à donner un droit de veto à cet organisme qui est le conseil d'administration du libéralisme en Europe.

Le Parti de Gauche proteste au nom des droits de la souveraineté populaire. Il rappelle que la révolution de 1789 s'est faite pour établir celle-ci. Et que la droite et la gauche sont nées dans le débat pour ou contre le

*droit de veto du roi. A même cause, nous souhaitons mêmes effets. Un pouvoir de gauche en France ne devra pas accepter cette nouvelle tutelle autoritaire de l'Europe libérale.*

**Patrick Le Hyaric**  
Député au Parlement européen,  
Vice-président du groupe de la Gauche Unitaire Européenne - Gauche Verte Nordique

Après la réunion du Conseil Ecofin de ce mardi, Hermann Van Rompuy a divulgué les résultats de la réflexion à mi-parcours du "groupe de travail sur la gouvernance économique". Celle-ci prône une véritable purge sociale et incite à la baisse drastique des salaires au nom de la compétitivité. Voici la réaction de Patrick Le Hyaric, directeur de

*l'Humanité et député européen.*

*"Le Conseil des Ministres de l'économie et des finances présidé par Hermann Van Rompuy vient de prendre des décisions extrêmement graves contre les populations et la souveraineté des peuples.*

*D'abord il bafoue le droit des parlements à voter les budgets nationaux puisque la Commission et le Conseil décideraient a priori de la qualité des budgets.*

*Il est ainsi prévu de renforcer ce qui a été baptisé Pacte de stabilité alors qu'il ne s'agit que d'un corset contre les dépenses publiques utiles et les budgets sociaux. Il est même prévu que des sanctions financières soient appliquées aux Etats qui dépasseraient certains niveaux de déficit ou de dette.*

*Il s'agit en fait de la mise en place de plans d'ajustements structurels par delà l'opinion des Etats et des parlementaires nationaux.*

*C'est une mise en cause inacceptable de la souveraineté populaire.*

*D'autre part Monsieur Van Rompuy et ses comparses appellent à une amélioration de la compétitivité à l'intérieur de l'Union européenne par la "modération salariale", c'est à dire la baisse drastique des salaires.*

*Ce qui se prépare va donc être douloureux pour les salariés, les retraités et pour les jeunes. C'est une véritable purge sociale contre les systèmes d'aides, notamment aux plus démunis qui se met en place. La protestation populaire la plus unitaire et la plus large possible est donc indispensable.*

*En ce sens je soutien résolument tous les mouvements sociaux engagés dans tous les pays de l'Union européenne et particulièrement la mobilisation syndicale unitaire du 24 juin en France."*

# UMP locale : l'autre facette de Xavier Odo

**Souvenez-vous de la campagne des Municipales en 2008 : alors que Sarkozy avait déclaré que ces élections revêtaient un enjeu national, de nombreuses têtes de listes de droite, affirmaient du bout des lèvres leur appartenance à l'UMP.**

Quoi de plus normal : il ne faisait déjà pas bon faire partie du camp de ceux qui marchent sur les plates-bandes du Front National, et qui sont les auteurs de la plus grande casse sociale organisée depuis 1940, avec pour conséquence une « France d'en haut » dont les riches sont devenus encore plus riches, au détriment d'une « France d'en bas », avec des pauvres encore plus appauvris.

Xavier Odo, alors tête de liste de « Grigny ensemble » faisait déjà partie de ces gens là.

Et si le mot « ensemble » faisait encore office de référence identitaire au leitmotiv sarkoziste de 2007, le bleu UMP avait déjà bien pâli... à l'instar des petites écharpes bleu délavé que portaient les candidats de « Grigny ensemble » pendant la campagne... « Ensemble d'accord, mais UMP, faut pas déconner » Telle est la position de la Droite à Grigny depuis cette période. Et pourtant, le site internet de leur association était pourvu d'un lien qui orientait vers... le site de l'UMP ! Ce lien a été désactivé depuis peu. Etonnant, non ? Après la sanction des électeurs adressée à X.Odo, et confirmée par le verdict du tribunal administratif, le leader local de l'UMP s'est effacé pendant plus de six mois, laissant à découvert ses collègues élus d'opposition au Conseil Municipal.

## CURIEUSE DISPARITION

Orphelins pendant cette période, les élus de Droite dont certains n'étaient pas encore aguerris au fonctionnement d'une instance municipale—et certains ne le sont toujours pas ! Ces élus donc, essayaient tant bien que mal d'exister politiquement. Seule, la tribune d'opposition publiée dans les colonnes dédiées à l'expression politique des groupes dans Le journal de Grigny, portait la marque du chef de l'opposition. Ces écrits bourrés de mensonges et de contre-vérités contrastaient avec la timidité des élus de « Grigny ensemble », abandonnés par leur chef, pour cause de défaite électorale.

Mais heureusement, quelques brèves parues à ce propos dans Le CITOYEN ont sorti X. Odo de la clandestinité ! Piqué au vif, le leader local de l'UMP est réapparu en conseil Municipal à la fin de l'année 2008, pour son exercice de mauvaise foi favori : le débat d'orientation budgétaire...

## LE RETOUR DE LA DROITE DÛRE

Comme à son habitude, le chef de l'opposition est redevenu égal à lui-même. Grand donneur de leçon, confondant volontiers hausse supposée de la fiscalité locale, et baisse moyenne confirmée par René Balme, Xavier Odo a de nouveau charmé l'électorat de Droite par son refrain habituel : manque d'informations pour débattre sereinement, comparaison des chiffres avec des communes dont la palette de services à la population n'a rien à voir avec l'offre proposée à Grigny, etc...

Enfin, un nouvel outil de propagande écrite par la Droite est apparu dans les boîtes aux lettres des grignerots : « la Newsletter » ! Comme pendant la campagne des Municipales, cette gazette dont seul le titre angliciste est nouveau, mais dont la formule est déjà usitée : le poids des mots, les mensonges d'Odo... Toute la méthode sarkozyste appliquée au pied de la lettre. Plus c'est gros, plus ça passe...

Dés lors, le grand donneur de leçon est ré-apparu à presque toutes les séances du Conseil, mais sous un nouveau jour : profitant du départ de la majorité de trois élus socialistes (ou apparentés), X.Odo a laissé le sale boulot à l'un de ces trois nouveaux opposants. Ainsi les rôles partagés — critiques et mensonges sur les recettes de la ville pour l'un, amalgames et contre-vérités sur les dépenses budgétaires pour X.Odo — la Droite essaie de « jouer sur du velours » afin de reconquérir l'électorat. Et d'installer sur un supposé piédestal de la sagesse, le leader local de la Droite en

veillant bien à masquer la marque déposée par l'UMP.

Mais personne n'est dupe : il suffit de visionner sur le site de la ville de Grigny, les interventions du chef de l'opposition en Conseil Municipal... derrière un semblant d'éloquence affichée pour faire plus « notable », se cache toute l'idéologie de l'UMP, telle qu'elle est appliquée quotidiennement par l'Etat.

## PETIT NOTABLE ULTRALIBÉRAL

Les dernières séances du Conseil Municipal ont manifestement révélé les références ultralibérales de la Droite :

■ 15 décembre 2009 : alors que René Balme présente une motion visant à dénoncer une manœuvre de l'Etat UMP sur la réforme des collectivités territoriales, le chef de l'opposition locale, n'hésite pas à affirmer que les amendements du Sénat seront pris en compte pour préserver les prérogatives des élus locaux et les champs d'interventions des communes, alors qu'on a pu constater avec amertume (et le mot est faible), le nombre de lois et de réformes qui sont repassées à leur forme initiale, parce qu'elles étaient votées en deuxième lecture par les députés de Droite à l'Assemblée Nationale.

■ 10 février 2010 : face aux interventions de professeurs du lycée Pablo Picasso de Givors, qui protestaient contre les suppressions de postes d'enseignants prévues par le gouvernement pour la prochaine rentrée, X.Odo (directeur d'un collège privé) a défendu bec et ongles la politique de l'Etat UMP qui privilégie la rentabilité au détriment de la réussite scolaire de nos enfants dans les écoles publiques.

■ 30 mars 2010 : avant le vote du budget, un débat était engagé pour envisager certaines mesures nécessaires à l'amélioration de la situation financière

Mentir : seule stratégie possible pour l'UMP



MENSONGE !

UMP

Union des menteurs Populistes

de la ville. Le leader de l'UMP locale, a fait une proposition qui, si elle était appliquée, ferait carrément l'effet d'une mine antipersonnel (municipal) : d'arrache-pied, privatiser la restauration municipale ! Ainsi, nos enfants scolarisés à Grigny, et qui mangent Bio pour un prix de repas abordable, seraient abandonnés à la mal bouffe de S...o et compagnie, sous prétexte de restrictions budgétaires... Heureusement que la Gauche a encore gagné les municipales en 2008 !

■ 1er juin 2010 : Alors qu'une nouvelle motion est discutée à propos de la réforme des collectivités territoriales, le débat dérive un instant sur l'Europe, et ses contraintes économiques imposées aux états membres. Xavier Odo, plus ultra libéral que jamais n'hésite pas à déclarer que les déficits équivalents à 3% du P.I.B. sont déjà « trois pour cent de trop ! Ou alors, on pourrait les tolérer de façon épisodique » Et le déficit des banques en 2008 ? N'était-il pas supérieur à 3% ? Et qui les a aidés ? Vous, nous, tous les contribuables ! En clair : de l'argent public a permis à des établissements bancaires privés de se renflouer. Et monsieur Odo fanfaronne en Conseil Municipal que 3 % de déficit des finances publiques « c'est beaucoup trop ! » Sarkozy devrait consulter l'UMP de Grigny : Ils ont la solution !

■ Toujours le 1er juin 2010 : après la présentation du projet immobilier « l'Agora », qui est destiné à restructurer le quartier de l'ancienne poste, Xavier Odo n'a pas hésité à douter de l'hon-

nêteté sur l'opération immobilière, l'acquisitions de locaux municipaux en Voie Future d'Achèvement, et le montage financier décidé entre l'aménageur et la ville de Grigny. Ainsi, les termes de « collusion » et de « contournement du marché » ont été prononcés par le leader de l'opposition UMP.

## MANIPULATION, INSULTES ET DIFFAMATION

Voyant qu'il était aller trop loin en proférant des propos insultants et diffamatoires à l'égard du maire et de l'exécutif municipal, Xavier Odo a tenté s'excuser publiquement. Mais tout de même... On retrouvait là, la tête de liste UMP des dernières élections municipales !

Les mêmes genres de calomnies, et toujours des propos diffamants... Chassez le naturel, il revient au galop !

Tout ce qui brille n'est pas or. Et malgré les apparences, les nouvelles postures du chef de l'UMP locale ne trompent pas. Car ce n'est pas tout d'employer les méthodes d'un hyper président perché sur sa tour d'ivoire qu'est l'Elysée. Encore faut-il savoir user de certains talents. Certains sont semblables à Machiavel, d'autres... à Pinocchio.

À Grigny comme ailleurs, circule un nouveau proverbe qui vaut mieux que toute autre forme de prévention :

« Quand Sarkozy promet la lune en la montrant du doigt, l'imbécile ne voit que la Rollex. »

Le CITOYEN

## Adhésion

J'adhère à l'association et je verse 15 euros par an.  
 Je m'abonne au mensuel Le CITOYEN pour un an et je verse 15 euros.  
 Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à : Le CITOYEN 18, place Jean-Jaurès 69520 Grigny France. Chèque à l'ordre de Association Le CITOYEN.

Le CITOYEN utilise et défend le logiciel libre.

Pour la réalisation de ce numéro, nous avons utilisé :  
**SCRIBUS**  
<http://www.scribus.net>  
**Open Office**  
<http://fr.openoffice.org>  
**The GIMP**  
<http://www.gimp-fr.org>

## LE CITOYEN

Directeur de la publication : Association Le Citoyen.  
 Rédacteur en chef : Christian Goubert  
 Comité de rédaction : le bureau de l'association Le CITOYEN  
 Mise en page : Le Citoyen  
 Imprimerie : Contact : Le Citoyen

[www.le-citoyen.org](http://www.le-citoyen.org)  
 Mèl : [infos@le-citoyen.org](mailto:infos@le-citoyen.org)  
 Prix au N° : 1 euro  
 Abonnement : 11 N° : 10 euros  
 N° ISSN 1774-1041.  
 Dépôt légal à parution.  
 N° 35 - Mars 2010.

FRONT DE GAUCHE